



Droit des clubs de football anglais

Actualité législative publié le **02/02/2025**, vu **69 fois**, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

Le droit des clubs de football anglais est un domaine complexe qui combine des aspects de droit des affaires, de droit du travail, et de régulation sportive

Le football en Angleterre représente bien plus qu'un simple sport ; il s'agit d'une industrie complexe régie par un ensemble de règles et de lois qui gouvernent son fonctionnement. Les clubs de football anglais, qu'ils soient de la Premier League, de la Championship ou des ligues inférieures, opèrent dans un cadre juridique sophistiqué qui touche à divers domaines tels que le droit des affaires, le droit du travail, le droit des contrats, le droit de la concurrence, et bien d'autres encore. Cet article propose une analyse détaillée des principales règles et structures juridiques qui encadrent l'activité des clubs de football en Angleterre.

1. Le cadre légal du football en Angleterre

1.1. La Premier League et les autres ligues

Le football anglais est organisé autour de plusieurs divisions. La Premier League, qui est la première division du football professionnel, représente l'élite du football anglais. Elle est suivie par la Championship, la League One et la League Two, chacune supervisée par la Football League (EFL).

Les clubs de football professionnels sont des entités juridiques distinctes, souvent sous forme de sociétés par actions. Les clubs doivent respecter des règles strictes, en particulier celles édictées par la Premier League et la FA (Football Association), qui régissent la gouvernance, la gestion financière et l'intégrité du sport.

1.2. La Football Association (FA)

La Football Association (FA), fondée en 1863, est l'instance dirigeante du football anglais. Elle supervise non seulement le football amateur et les compétitions nationales (comme la FA Cup), mais aussi les aspects juridiques du sport. La FA établit un certain nombre de règles qui régissent l'organisation des clubs, la conduite des joueurs, et les obligations contractuelles. Elle est aussi responsable de la mise en œuvre du fair-play financier (Financial Fair Play, FFP) en collaboration avec la Premier League.

1.3. La régulation du fair-play financier (FPF)

Le concept de Fair Play Financier a été introduit pour assurer que les clubs ne dépensent pas plus que leurs revenus, limitant ainsi le recours excessif à l'endettement. La Premier League applique des règles budgétaires strictes sur les clubs. Bien que l'UEFA ait établi un cadre européen pour le

FFP, chaque ligue est libre de l'adapter à son propre modèle économique. En Angleterre, les clubs doivent équilibrer leurs comptes et respecter des critères financiers tels que les déficits maximums autorisés.

2. Les contrats des joueurs et le droit du travail

2.1. La nature des contrats

Les joueurs de football professionnels sont liés à leurs clubs par des contrats de travail. Ces contrats, régis par le droit anglais, doivent respecter les règles du travail en vigueur, tout en tenant compte des particularités du sport. Les contrats des joueurs doivent spécifier la durée de l'engagement, le salaire, les primes, ainsi que les conditions relatives à la résiliation et au transfert.

Les clubs sont tenus de respecter les lois du travail, y compris celles liées à la sécurité sociale, les congés et les heures de travail. Les joueurs peuvent également bénéficier de certains droits supplémentaires au titre de leur statut d'athlète professionnel, comme des primes liées à la performance ou des clauses d'image.

2.2. Les clauses de libération et les transferts

L'une des questions juridiques les plus délicates dans le football anglais est la question des transferts de joueurs. Lorsqu'un club désire acquérir un joueur, il négocie un transfert avec le club actuel de ce dernier. Le prix du transfert peut varier considérablement, et des clauses de libération sont parfois insérées dans les contrats des joueurs. Ces clauses permettent au joueur de quitter un club moyennant une compensation financière prédéterminée.

Les règles relatives aux transferts sont encadrées par la FA et par la Premier League, mais également par la FIFA, qui définit un cadre mondial pour les transferts. Les périodes de mercato sont strictement définies chaque saison.

2.3. Les conflits entre joueurs et clubs

Les litiges entre joueurs et clubs sont fréquents dans le monde du football. Ils peuvent concerner des différends liés au non-paiement de salaires, à la résiliation d'un contrat, ou encore à la violation des conditions de travail. En cas de conflit, les parties peuvent recourir à l'arbitrage sportif, notamment par le biais de la Cour du Sport (CAS), mais aussi par le biais des tribunaux civils anglais.

3. Les droits de propriété et de gestion des clubs

3.1. La structure des clubs de football

Les clubs de football en Angleterre sont généralement des sociétés par actions, ce qui signifie qu'ils sont gérés selon les règles du droit des sociétés. Les propriétaires ou actionnaires détiennent une part des clubs, et les décisions stratégiques sont prises par un conseil d'administration. Les actions peuvent être cotées en bourse ou détenues par des investisseurs privés.

Les propriétaires des clubs peuvent être des individus, des consortiums d'investisseurs, ou même des entités étrangères. Ces derniers sont soumis aux réglementations sur la transparence financière et sur l'origine des fonds, afin de prévenir des pratiques telles que le blanchiment

d'argent.

3.2. Les droits de diffusion et de propriété intellectuelle

Les clubs de football anglais jouissent de droits de diffusion télévisuelle et de droits d'image associés à leurs matchs et à leurs marques. La Premier League, en particulier, génère des revenus considérables grâce à la vente des droits de diffusion internationaux et nationaux.

Les clubs ont également des droits sur les contenus dérivés de leurs matchs et de leur image. Les contrats commerciaux liés à l'image des joueurs et des clubs sont une source de revenus cruciale. Ces droits sont gérés avec la plus grande attention, et toute utilisation commerciale de l'image d'un joueur ou d'un club est soumise à des accords contractuels très stricts.

4. La réglementation sur la gouvernance et l'intégrité du sport

4.1. Le système de "fit and proper person"

En Angleterre, avant qu'un individu ou un groupe d'investisseurs n'acquière un club de football, il doit passer un test de gouvernance appelé le "fit and proper person test". Ce test vise à garantir que les propriétaires et les gestionnaires d'un club sont financièrement responsables et moralement aptes à diriger un club sportif. Il évalue l'intégrité et la solvabilité des candidats à la propriété.

4.2. Les règles anti-corruption et anti-dopage

Les clubs de football anglais, comme ceux du reste du monde, sont soumis à des règles strictes concernant la corruption, le dopage et les paris sportifs. Ces règlements sont mis en œuvre par la FA, la Premier League et d'autres organes régulateurs. Les sanctions en cas de violation de ces règles peuvent inclure des amendes lourdes, des interdictions de compétitions, voire des expulsions de ligue.

5. Les enjeux financiers et économiques

5.1. La stabilité financière des clubs

Les clubs de football en Angleterre dépendent fortement de leur performance sur le terrain pour générer des revenus. Les droits télévisuels, les contrats de sponsoring, et les recettes des matchs (billetterie et merchandising) sont des sources majeures de financement. Cependant, pour certains clubs, la gestion financière est devenue un défi en raison de la compétition accrue et des dépenses élevées (notamment les salaires des joueurs).

Les règles sur le fair-play financier sont donc cruciales pour garantir la pérennité des clubs et éviter une crise d'endettement généralisée.

5.2. Les risques juridiques liés à la gestion économique

Le droit des affaires englobe plusieurs aspects de la gestion des clubs, y compris la gestion des dettes, des contrats commerciaux, et des partenariats de sponsoring. Des litiges peuvent survenir lorsque les clubs ne respectent pas leurs engagements financiers, ou en cas de faillite d'un club.

Les clubs doivent aussi s'assurer que leurs contrats de sponsoring, de merchandising, et de

diffusion sont bien rédigés pour éviter toute violation contractuelle.